

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 130 (1985)
Heft: 1

Artikel: Après les manœuvres du CA camp 1... : un arbitre de "CASSIUS" témoigne
Autor: Weck, Hervé de
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344574>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Après les manœuvres du CA camp 1...

Un arbitre de «CASSIUS» témoigne

par le major Hervé de Weck

Les manœuvres du corps d'armée de campagne 1 se sont déroulées du 19 au 23 novembre dernier, dans un secteur limité par le Limpachtal, le Zihlkanal, le plateau des Combremonts, Romont et Fribourg. Celles-ci ne pouvaient pas réussir sans l'aide de la population et la compréhension des usagers des routes. Malgré le nombre d'exercices de grande envergure dans ces régions, combien de granges s'ouvrent pour abriter provisoirement les combattants des deux camps que les écluses célestes n'épargnent pas! Et les boissons chaudes généreusement distribuées qui font oublier la cuisine perdue quelque part sur le champ de bataille! De rares incidents ne mettent pas en cause une véritable symbiose entre le peuple et son armée.

D'autre part, contrairement à ce que rapportent certains journalistes mal intentionnés, tous les soldats ne considèrent pas les manœuvres comme parfaitement inutiles, leurs chefs comme des incapables stressés par l'arrivée d'un quelconque porteur de gros galons¹. Au régiment de chars 1, les équipages et les grenadiers manifestent de belles qualités de résistance et d'efficacité, malgré le manque de sommeil et les longues heures passées dans leurs engins, par un temps froid et humide. La plus belle preuve de

cette affirmation? La discipline des colonnes sur les routes, ainsi que le petit nombre d'accidents.

Le nom de code «CASSIUS» donné à ces manœuvres se justifie pleinement, car la division mécanisée 1, dans un dispositif d'attente, se trouve d'emblée «engluee» par une Grande Unité aéroportée ennemie², larguée sur son secteur qui comprend l'aérodrome de Payerne et le Grosses Moos. Dès lors, l'imbrication des forces fait penser au corps à corps de deux boxeurs...

Ces combats difficiles à coordonner auraient risqué de durer quatre jours et de dégénérer en «petite guerre», peu propice à l'instruction des troupes, si la direction des manœuvres n'avait décidé de sortir du «ring» le régiment de chars 1, en lui ordonnant d'occuper un secteur d'attente dans le Limpachtal. Ce corps de troupes devient alors une réserve opérative en main du général (supposé). Celui-ci va le subordonner au corps d'armée de campagne 1, en lutte contre deux groupements de combat aéroportés chargés de créer des conditions favorables à la poussée terrestre de trois divisions de fusiliers motorisés qui ont atteint la ligne Yverdon-Moudon. C'est la divi-

¹ Voir *La Liberté* du 22 novembre 1984.

² La division de campagne 3 est chargée de marquer cet aéroportage opératif.

sion mécanisée 1 qui engagera cette réserve dans le Grosses Moos.

Chaque formation, au cours de ces manœuvres, a pu accumuler des expériences qui orienteront son instruction lors des prochains cours de répétition. Ayant suivi les actions du régiment de chars 1, nous dépasserons l'aspect événementiel, largement couvert par les mass media, pour nous concentrer sur quatre thèmes: la conduite, le renseignement, le soutien et l'arbitrage. Nos propos ne se veulent pas une critique, mais la mise en évidence constructive de problèmes, de questions qui se posent lors d'un exercice comme «CASSIUS».

La conduite

Pour le régiment de chars 1, les manœuvres commencent le mardi à l'aube par de rudes combats, dans son dispositif autour de Payerne et d'Avenches, contre un groupement aéroporté. Cette phase, vue depuis le PC du régiment, apparaît très intéressante et réaliste, car chacun vit une situation d'incertitude. Sur la base de renseignements forcément très flous, il s'agit de prendre des décisions lourdes de conséquences, de coordonner les efforts afin que les réactions spontanées des unités ne transforment pas la bataille en une série de combats singuliers.

Ces actions durent jusqu'au mercredi vers 20 heures, moment où l'ordre arrive de faire mouvement dans le Limpachtal. A minuit, le commandant de régiment, accompa-

gné de son officier de renseignement, participe à un rapport de coordination destiné à régler le déroulement de la riposte qu'il doit déclencher au lever du jour... Rédaction des ordre au PC, à Büren an der Aare, puis donnée d'ordre aux subordonnés à 4 heures 30 le jeudi. A 8 heures, le commandant de régiment monte dans son char pour conduire la riposte. Pendant toute la journée, comme son officier de renseignement, il n'abandonne pas sa garniture-radio, cravachant ses commandants de bataillon pour que l'action conserve un rythme mécanisé.

Au moment où, le jeudi soir, ils apprennent que leur corps de troupes sera neutralisé pendant huit heures (cette mesure devant éviter des accidents de circulation dus à la fatigue), ces deux officiers n'ont plus dormi depuis plus de quarante heures, une situation vécue par de nombreux chefs de formations mécanisées au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

De ces événements riches en péripeties ressortent quelques questions. L'officier supérieur adjoint ou le capitaine adjoint s'avère-t-il vraiment indispensable à l'échelon de commandement arrière, une dizaine de kilomètres derrière le front? Faut-il que, dans son M 113, il suive à distance son commandant, prêt à le relever en cas de besoin? Qui, à l'état-major, jouera à ses côtés le rôle d'officier de renseignement? Le chef de la section de renseignement va-t-il se faire remplacer au PC? Autant de problèmes qui trouveront des solutions différen-

tes, adaptées aux particularités des états-majors, mais qui dépendent des décisions des commandants. Dans une situation d'attente, l'adjudant fixe les relèves; pendant le combat, peut-il garder cette compétence?

Au régiment de chars 1, le code des localités, manié avec beaucoup de virtuosité par tous les officiers, apparaît comme un moyen idéal pour déclencher rapidement un mouvement ou une attaque. Il doit couvrir le secteur d'attente, les différents objectifs de ripostes et les fuseaux de marche qui y conduisent. L'état-major de division, quand il donne des ordres à ce corps de troupes, utilisera le même document car, dans les chars de commandement, on arrive difficilement à déployer deux cartes, ce qui compliquerait d'ailleurs dangereusement la tâche des officiers qui s'y trouvent.

Le service de renseignement

Avant les manœuvres, le divisionnaire Chatelan rappelait à ses subordonnés qu'au combat seule une recherche acharnée leur permettra de disposer des renseignements indispensables; encore leur faudra-t-il les transmettre et les exploiter immédiatement. Cette mise en garde ne suffira pas à éliminer toutes les lacunes, mais contribuera à accélérer la «montée» des renseignements. Le mardi, une heure après le début des combats, la division mécanisée 1 pourra identifier les deux tiers des formations «ennemis».

L'ordre pour le service de renseignement dans le secteur d'attente définit les efforts principaux dans la recherche du renseignement, les besoins particuliers qui découlent des décisions réservées du commandant, ainsi que les mesures qui assureront la diffusion et l'exploitation rapides des annonces concernant le déroulement des combats. Il tient donc compte de l'ensemble des ripostes prévues dans la planification. Ce document désigne également les «reporters» qui peuvent se dispenser de suivre la voie hiérarchique, afin de garantir des renseignements «en temps réel». Il prévoit des liaisons sûres entre la formation mécanisée chargée de la riposte et les troupes statiques amies qui se trouvent dans le fuseau d'approche et sur l'objectif. Bien conçu et complet, un tel ordre, qui rend quasi automatiques certaines prises de contact, la plupart des actions d'exploration, rend d'inestimables services.

Pendant toute la durée de «CAS-SIUS», les compagnies mécanisées n'annoncent pas toujours le genre d'adversaires qu'elles rencontrent, la nature de son matériel, ses effectifs approximatifs, alors que le commandant de bataillon, s'il veut prendre une décision réaliste, doit absolument savoir combien de chars, d'engins filoguidés, d'armes antichars, de pièces d'artillerie se trouvent dans son secteur. Le bilan des pertes s'avère aussi de la plus haute importance. L'officier de renseignement, quant à lui, se charge de fournir ces informa-

tions au régiment, ainsi qu'aux corps de troupes voisins.

En manœuvres comme au combat, l'échange de renseignements devient vital. Il faut que les mécanisés sachent ce qui se passe dans les positions de l'infanterie motorisée et des cyclistes au profit desquels ils se verrait éventuellement appelés à riposter. De leur côté, ces formations «statiques» doivent connaître la situation des éléments blindés, afin de prévoir une conduite du combat adéquate. Tous les officiers de renseignement ont-ils vraiment placé l'échange de renseignements au centre de leurs préoccupations? Il faut dire à leur décharge que le réseau de conduite du régiment de chars 1, souvent à la limite de la saturation, ne leur permet pas de faire passer rapidement toutes les informations. Dans les formations statiques, les échanges d'information s'effectuent plus normalement.

Pourquoi le commandant de bataillon ou de régiment n'emmènerait-il pas, avec son échelon avancé, quelques hommes de la section de renseignement et de la section radio? Ceux-ci pourraient décharger les officiers, souvent très occupés dans leur M 113, du souci de transmettre à qui de droit les annonces qui parviennent du champ de bataille et de se rappeler au bon souvenir des troupes voisines trop silencieuses. Ce détachement trouverait place dans un ou deux Pinzgauer ou sous la tente attribuée à la section de renseignement. Naturellement, une carte de déroulement des

combats, tenue à jour, se trouve au PC, une cave située une dizaine de kilomètres en arrière, afin que les responsables du soutien puissent prendre les décisions concernant leur service.

Lorsque l'officier de renseignement dirigeant se trouve dans le char du commandant, il n'est plus à même de rédiger les rapports de situation destinés au commandement supérieur, aux formations subordonnées et aux troupes voisines. Cette tâche revient alors à un autre officier. Il ne faut pas renoncer à la diffusion d'un document qui apparaît fondamental. Durant les manœuvres, il ne semble pas que les corps de troupes aient diffusé systématiquement des rapports de situation. A l'échelon avancé de commandement du régiment de chars 1, on a procédé à des rapports de situation oraux lorsque le divisionnaire ou un de ses officiers venait à passer.

Le soutien

Les chefs mécanisés – quelle lapalissade! – doivent manifester une grande mobilité intellectuelle, de l'audace et du punch. Leurs hommes rouent au maximum de leurs possibilités, s'adaptent avec souplesse aux aléas du champ de bataille. Mobilité ne signifie pas précipitation, inconscience et avance à n'importe quel prix. L'excitation, tout à fait compréhensible pendant l'action, n'excuse pas certains oublis. Un capitaine ne devrait pas se trouver sur une route avec un ou deux chars les réservoirs vides. S'il s'était

informé du carburant qui lui restait, il aurait été à même d'annoncer sa situation à son supérieur qui en aurait tenu compte dans sa prochaine donnée d'ordre et aurait, vraisemblablement, mis en route son échelon avancé de soutien. Les mêmes annonces s'effectuent pour les véhicules en panne technique, dont l'emplacement intéresse aussi la compagnie de service.

La riposte du jeudi dans le Grosses Moos provoque un étirement des axes de soutien et de rassemblement des blessés, les formations combattantes dans l'après-midi ayant largement dépassé le Hagneck-Kanal. Les échelons arrière de commandement du régiment et des bataillons, les échelons de soutien, la compagnie sanitaire n'ont pas quitté le secteur d'attente dans le Limpachtal à la tombée de la nuit. Pourquoi le commandant de régiment ne les fait-il pas avancer? Pour la simple et bonne raison que le terrain au sud du Hagneck-Kanal reste infesté d'ennemis. Quoi qu'il en soit, ces éléments se trouvent à plus de vingt-cinq kilomètres des échelons avancés de commandement. Cela implique que le ravitaillement en carburant et en munitions prendra plus de temps, comme l'évacuation des blessés, assurée par un certain nombre de véhicules des bataillons.

Et les arbitres?

La réussite de «CASSIUS» dépendait, dans une large mesure, du travail des arbitres. Celui-ci s'avère d'emblée plus délicat qu'en 1976 ou en 1980.

Comme le commandant du premier corps a opté pour la conduite libre à double action, les deux commandants de division concernés prennent des décisions, sans que leur marge de manœuvre se trouve limitée par autre chose que les ordres d'opérations de leurs supérieurs. Par conséquent, pas de plastron télécommandé, pas de scénario réglant les mouvements et les combats.

Le lundi, il appartient aux arbitres d'assurer la mise en place des troupes et leur imbrication, ce qui permettra de simuler le parachutage d'une division aéroportée. Son commandant a prévu des zones d'atterrissement et de regroupement. Afin qu'il se trouve, lui aussi, perturbé, la direction des manœuvres ordonne aux arbitres d'amener certaines formations dans des secteurs imprévus: ce genre d'incident se produit souvent lors d'un largage. Cette phase réussira parfaitement, et le ring de «CASSIUS» sera occupé sans incident.

Dès le début des combats, les arbitres n'en savent pas plus que la troupe et ses chefs. Ils se voient donc forcés de s'adapter aux circonstances et d'improviser intelligemment. Ils vivent avec les combattants et jouent un rôle primordial dans l'issue des «combats». Les deux camps disposant de leurs propres arbitres sur place, lors de chaque accrochage, il faut en arriver à un «compromis helvétique» pas toujours facile à trouver, car l'arbitre, quelles que soient ses bonnes intentions, soutient sa formation et son arme d'origine. A Kallnach,

comment faire comprendre à un major d'infanterie passablement excité qu'en temps de guerre, les chars sagement encolonnés sur la route principale se seraient déployés à travers champs, évitant ainsi les tirs des tubes roquettes en position dans le village?

A certains moments, ce genre de «chauvinisme» risque de bloquer les mouvements. Les éléments de tête du régiment de chars 1, qui ont franchi le Hagneck-Kanal le jeudi à 11 heures, et qui disposent d'une supériorité évidente, se trouvent encore, cinq heures plus tard, sur la ligne Brüttelen-Siselen-Bargen. Il faut qu'interviennent les chefs-arbitres qui veillent à ce que le rythme des opérations reste vraisemblable.

Les officiers du régiment de chars 7, qui arbitrent leurs camarades du 1, font d'intéressantes expériences, pas

tellement en décelant les erreurs inévitables au cours d'un tel exercice, mais surtout en découvrant des procédés, des «trucs» rentables qu'ils ignorent. Ils ont aussi l'occasion d'admirer la bonne humeur des équipages, inversement proportionnelle aux conditions météorologiques!

En remplissant les feuilles d'arbitrage mises au point par la direction des manœuvres, ils constatent que les auteurs de certaines questions ont oublié la situation et les préoccupations des troupes qui subissent le froid et la fatigue.

Parce qu'ils se sont pris au jeu, les arbitres, dans leur ensemble, s'acquittent de leur tâche avec brio. Malgré quelques erreurs d'arbitrage, Cassius n'a-t-il pas réussi à devenir un très grand boxeur?

H. de W.



JSSO 1985, 6-9 juin Chamblon

Un appel des organisateurs

- C'est la Suisse romande qui recevra, cette année, les Journées suisses des sous-officiers. Elles ont l'appui de la Société Suisse des Officiers.
- Pour l'heure, plus de 3000 concurrents ont annoncé leur participation. On espère atteindre les 4000.
- La présidence de ces journées est assumée par l'adjudant sous-officier Georges Bulloz, président cantonal vaudois. Le lieutenant-colonel Zoppi sera commandant des concours.
- Les organisateurs ont encore besoin de fonctionnaires qualifiés.

S'inscrire auprès du sergeant Pierre Messeiller

18, rue du Mont-Tendre, 1530 Payerne